

Délégation suisse
près l'OCDE

Swiss_  OECD_Info

> [Contact](#)

> [Se désabonner](#)

> [A propos](#)

> [OCDE](#)

No. 39 / octobre 2009

Table des matières

1.	Trop peu de travail : « <i>Perspectives de l'emploi de l'OCDE</i> »	2
2.	Des banques trop grandes : « <i>L'étude économique de l'Islande</i> »	3
3.	Trop peu de dépenses pour l'éducation : « <i>Regards sur l'éducation</i> »	4
4.	Trop peu de sport : « <i>Assurer le bien-être des enfants</i> »	5
5.	Des coûts de téléphonie fixe trop élevés : « <i>Perspectives des communications de l'OCDE</i> »	6
6.	Trop peu de temps : « <i>Economie de la lutte contre le changement climatique</i> »	7
7.	Trop ou trop peu de migrants ? « <i>L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE</i> »	8
8.	Autres publications	9
9.	Calendrier	9

1. Trop peu de travail : « Perspectives de l'emploi de l'OCDE »

Le message de l'édition 2009 des « Perspectives de l'emploi de l'OCDE » est clair : les gouvernements sont appelés à adopter rapidement des mesures incisives pour empêcher que la récession ne débouche sur une crise durable de l'emploi. Sans surprise, cette publication se consacre principalement aux effets de la crise financière et économique sur le marché du travail, notamment l'augmentation du taux de chômage dans les pays de l'OCDE. Cette édition a constitué la référence principale de la [réunion de l'OCDE au niveau ministériel sur l'emploi et le travail](#) du 28-29 septembre 2009 à Paris, à laquelle la conseillère fédérale Doris Leuthard a participé.

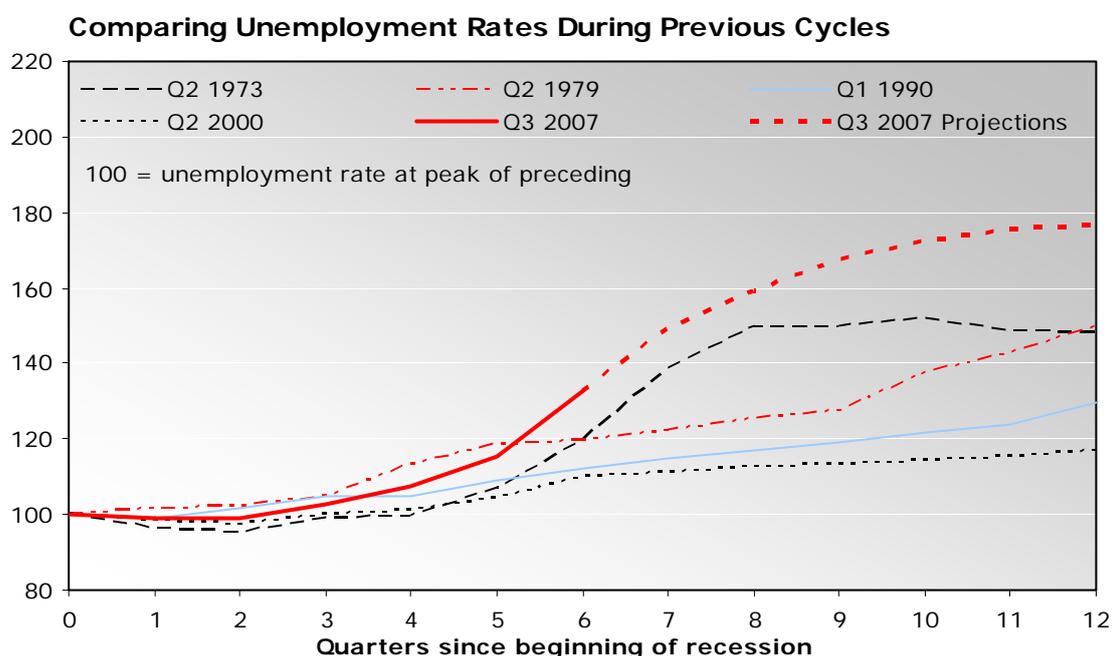
Le taux de chômage dans la zone OCDE a déjà atteint le niveau record (d'après-guerre) de 8.5% - correspondant à une hausse de plus de 15 millions du nombre de chômeurs depuis fin 2007 (voir graphique). En l'absence de reprise, ce taux pourrait atteindre 10% dans la zone OCDE – soit un total de 57 millions de chômeurs. Le rapport de l'OCDE reconnaît les effets positifs à court terme des subventions destinées à favoriser l'emploi, mises en place dans la plupart des pays OCDE. Mais il souligne que ces actions doivent rester temporaires et ciblées pour ne

pas faire obstacle à la reprise. L'OCDE recommande aux gouvernements une stratégie d'ensemble (aide aux jeunes, renforcement des dispositifs de protection sociale, augmentation des dépenses pour les mesures d'activation, investissement dans la formation, prise en compte des solutions offertes par les "nouveaux emplois", notamment les emplois "verts").

Malgré une hausse marquée, la Suisse demeure en dessous du taux de chômage moyen OCDE, grâce notamment à notre système d'assurance-chômage qui joue un rôle important de stabilisateur automatique. Par ailleurs, le système dual de formation professionnelle permet aux apprentis de s'engager plus facilement sur le marché du travail grâce à leur expérience pratique.

Un laps de temps important s'écoulera avant un recul massif du chômage, d'où la nécessité de laisser assez de ressources à disposition pendant suffisamment de temps afin de mettre en oeuvre les politiques d'activation sur le marché du travail et en matière sociale. Reste la question de la stratégie de "sortie", en particulier l'assainissement des finances publiques une fois la reprise de l'emploi confirmée.

[>Table des matières](#)



2. Des banques trop grandes : « L'étude économique de l'Islande »

La crise financière a frappé l'Islande de plein fouet. En l'espace d'une semaine, trois banques ont fait faillite, c'est-à-dire 85% du marché financier islandais, et le système bancaire du pays s'est effondré. [« L'étude économique de l'Islande »](#) analyse en particulier comment ces banques ont pu en arriver là.

Les banques islandaises avaient une stratégie d'expansion agressive. En empruntant des capitaux sur des marchés financiers étrangers, elles finançaient l'expansion des sociétés d'investissement islandaises. Lorsqu'en septembre 2008 l'accès au capital étranger s'est brusquement restreint, tout le modèle d'affaires s'est effondré. Les autorités inexpérimentées chargées de surveiller les banques avaient perdu le contrôle des affaires bancaires complexes implantées si rapidement. De leur côté, les banques étaient devenues surdimensionnées par rapport à l'économie islandaise, de sorte que l'état n'a pas pu les renflouer. La crise financière a également touché les entreprises et les ménages qui s'étaient fortement endettés en raison des conditions de crédit très avantageuses.

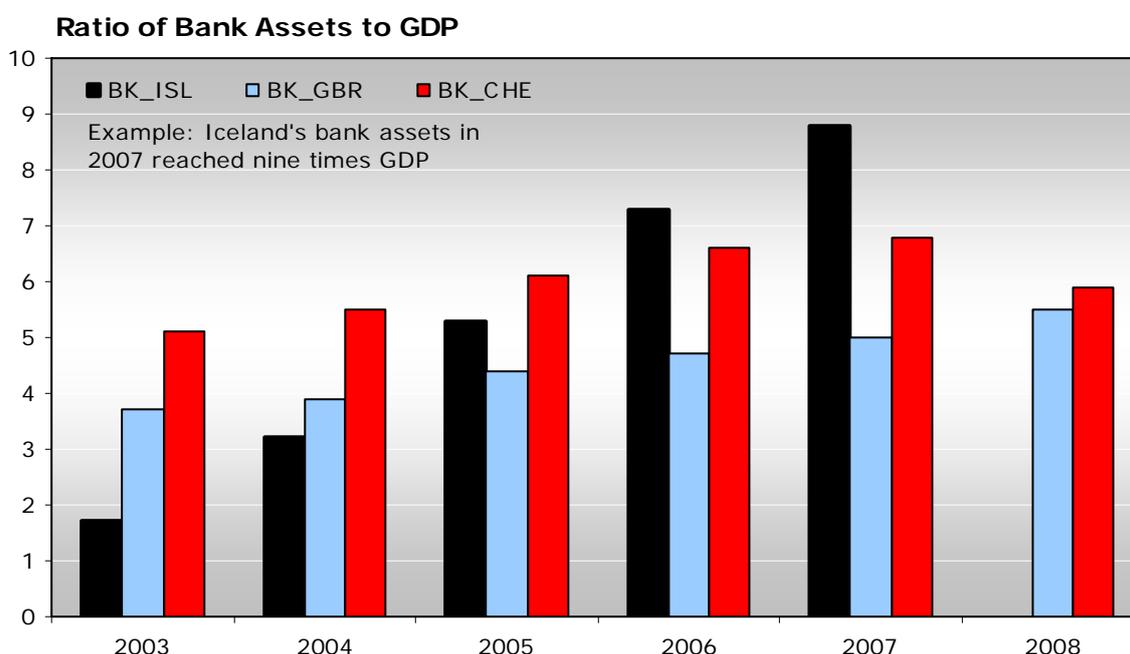
Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour surmonter l'effondrement du système. Il a rapidement transféré les dépôts intérieurs et les créances sur les résidents des trois banques en faillite sur trois nouvelles banques. Cette opération a suscité un problème

politique quant aux créances étrangères qui dépassaient de loin la garantie des dépôts islandaise. Finalement, les contribuables islandais ont dû reprendre ces obligations.

D'autre part, le programme d'ajustement à moyen terme conclu avec le FMI stipulait des restrictions temporaires sur les flux de capitaux afin d'éviter des sorties massives et de stabiliser le taux de change. Cette mesure a en outre empêché la faillite des ménages et des entreprises qui s'étaient exposés à des risques de change non couverts. Par ailleurs, les créanciers islandais ont été obligés d'investir leur capital à l'intérieur du pays de sorte à réduire les primes de risques et les intérêts du marché.

Par rapport au PIB, le secteur bancaire islandais a atteint des proportions semblables à celui de la Suisse (2007, CH 7 :1 ; ISL : 9 :1, voir graphique). La concentration du secteur bancaire est également similaire (peu de banques dominantes). Les deux pays connaissent la problématique "too big to fail". Mais les similarités s'arrêtent là. Le secteur bancaire suisse, de même que son économie, est beaucoup plus diversifié et la Suisse possède une solide tradition bancaire construite sur plus d'un siècle. Cette réalité différente a permis à la Suisse de mieux surmonter la crise – malgré le cas UBS.

[> Table des matières](#)



3. Trop peu de dépenses pour l'éducation : « Regards sur l'éducation »

L'éducation tient à cœur aux pays de l'OCDE. En moyenne, ils dépensent 6% du PIB et 14% de leur budget pour l'éducation. Cette politique présente des effets réjouissants : le niveau d'éducation des pays OCDE ne cesse d'augmenter. L'édition 2009 de « [Regards sur l'éducation](#) » contient les derniers indicateurs sur les résultats de cette politique et son impact social, sur les budgets dédiés à l'éducation et leur utilisation, sur l'accès à l'éducation ainsi que sur l'environnement scolaire.

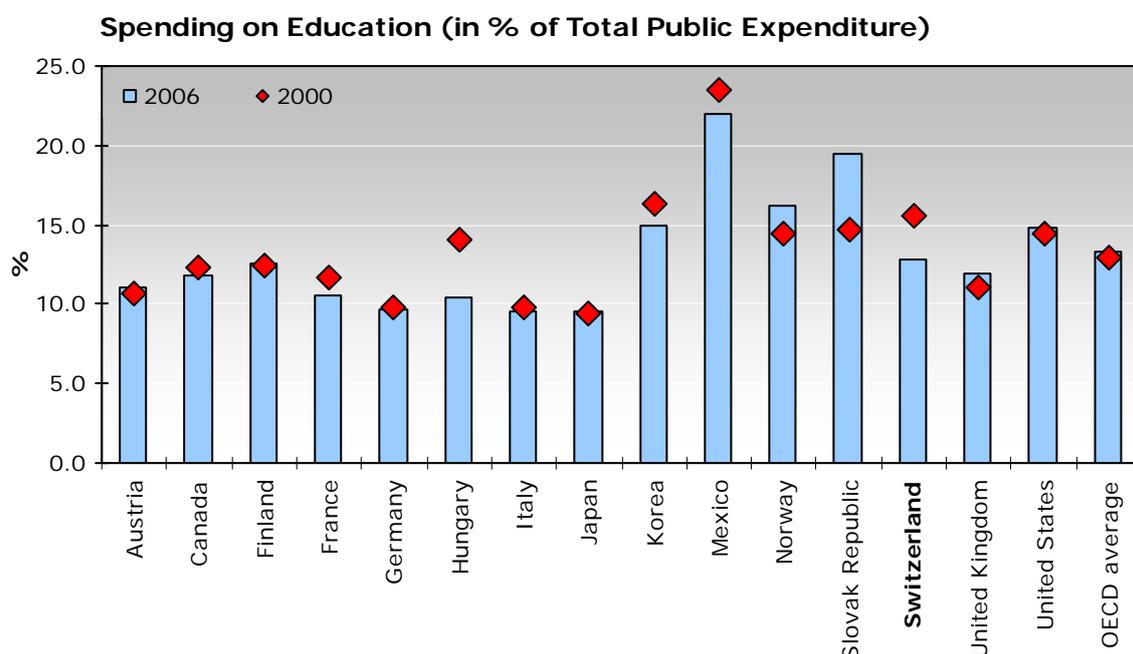
L'éducation est étroitement liée au marché du travail. L'une des mesures préconisées par l'OCDE face à l'augmentation dramatique du chômage observée aujourd'hui est de prolonger le temps de formation des jeunes. Au lieu de chercher du travail avec peu de chances de trouver un poste, ils sont encouragés à laisser passer la crise en restant plus longtemps dans les établissements de formation. D'une part, cette mesure réduit le chômage des jeunes - et ses conséquences sociales à long terme. D'autre part, une meilleure qualification des jeunes générations promet à long terme un potentiel de croissance et d'innovation plus élevé pour les économies. Reste à savoir si le système d'éducation de certains pays OCDE sera en mesure de ré-

pondre à une augmentation aussi rapide et massive de la demande en formation.

Pour l'individu, il est rentable aujourd'hui de prolonger sa formation étant donné que les coûts d'opportunité sont moindres en raison des perspectives d'emploi maussades en période de crise. De plus, normalement un titre universitaire garantit encore un revenu supérieur. Pour les gouvernements, investir dans les étudiants est rentable, étant donné que le rendement public net d'un diplômé masculin est nettement positif avec USD 52'000, soit environ le double de la somme d'investissement au départ. Par conséquent, l'OCDE recommande de ne pas réduire les budgets consacrés à l'éducation mais au contraire d'investir dans les talents de demain. En Suisse, les dépenses en faveur de l'éducation se situent légèrement en deçà de la moyenne OCDE et c'est le pays qui a le plus largement réduit sa part de dépenses pour l'éducation depuis 2000 après la Hongrie (voir graphique).

La formation universitaire en Suisse est presque exclusivement financée par l'Etat. En Corée, au Japon et aux Etats-Unis, 65-75% des études universitaires sont financées de manière privée. Les étudiants suisses sont donc très privilégiés. (voir aussi l'article 4)

[> Table des matières](#)



4. Trop peu de sport : « Assurer le bien-être des enfants »

Les enfants sont notre avenir. Pour une société future plus juste, l'étude OCDE [« Assurer le bien-être des enfants »](#) préconise des mesures étatiques pour soutenir les enfants défavorisés aussi tôt et de manière aussi ciblée que possible. Cette étude analyse le bien-être des enfants dans les pays membres de l'OCDE à l'aide de six dimensions. Elle donne également des recommandations quant aux politiques à suivre pour offrir aux enfants des opportunités plus égales et une enfance heureuse.

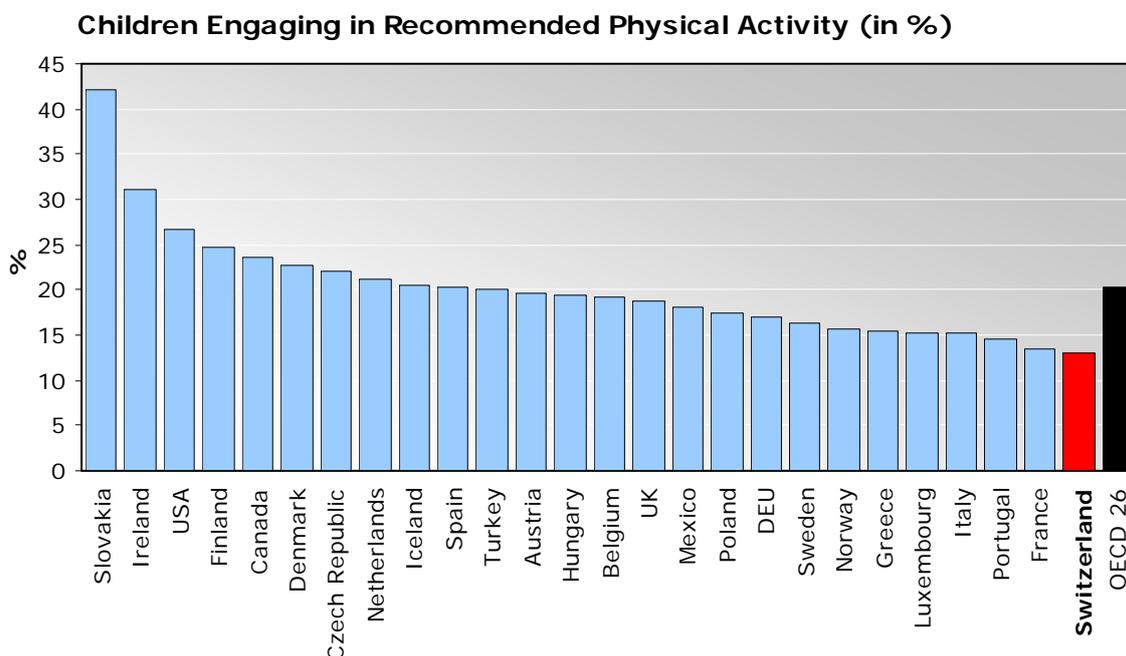
L'analyse met à jour des inégalités massives entre les pays membres. D'une manière générale, le Mexique et la Turquie se situent en bas de l'échelle alors que les pays nordiques se placent en tête du classement sur le bien-être des enfants. La Suisse se démarque dans trois des six dimensions analysées. Les enfants suisses se caractérisent par un bien-être matériel très élevé et un comportement à risque très faible. Par ailleurs, leur activité physique est la plus faible (voir graphique) : seuls 13% des enfants entre 11 et 15 ans font assez de sport quotidiennement, avec des effets négatifs sur la santé.

Comparée à ses voisins, la Suisse révèle un profil particulier en ce qui concerne la politique publique en faveur des enfants. Comme en Corée, environ 90% des dépenses vont à

l'éducation, et bien peu aux aides familiales ou aux allègements fiscaux. Et comme les pays asiatiques de l'OCDE, l'état suisse dépense peu pour les services à la petite enfance.

Les prestations en espèces ciblées pour les enfants défavorisés peuvent créer des incitations négatives pour leurs parents. Des prestations universelles dans le domaine de l'éducation et de la santé favorisent les familles aisées tout autant que les plus pauvres, conduisant ainsi à des distorsions antisociales. L'OCDE recommande un mélange des deux approches, mais le soutien doit en tous cas se concentrer sur les premières années de l'enfance, car c'est là que se posent les jalons pour le futur. Il est fortement conseillé de cibler les enfants défavorisés. Par contre, les dépenses d'éducation au-delà de l'âge de scolarisation obligatoire et les aides familiales pour les jeunes de plus de 18 ans en formation ont tendance à renforcer les inégalités sociales. De manière très simplifiée se pose alors la question de savoir si la Suisse ne devrait pas plutôt financer des crèches pour les familles démunies au lieu de financer les études universitaires poursuivies dans une large mesure par des étudiants issus de familles aux revenus moyens et élevés. (voir aussi l'article 3).

[>Table des matières](#)



5. Des coûts de téléphonie fixe trop élevés : « Perspectives des communications de l'OCDE »

Les marchés de la télécommunication des pays OCDE croissent de 6% en moyenne annuelle depuis 1990 (6.4% en Suisse). Les « Perspectives des communications 2009 » révèlent les faits et tendances derrière ces chiffres. Les entreprises de télécoms ayant surmonté la bulle internet de l'an 2000 sont aujourd'hui plus fortes et dynamiques qu'auparavant. Grâce à des investissements dans les nouvelles technologies et à une demande en hausse constante, elles ont réussi à maîtriser les changements profonds du marché et à générer de nouvelles sources de revenus.

Ces dix dernières années, le comportement général en matière de communication a encore considérablement évolué. Les dépenses des ménages OCDE pour la communication augmentent de plus en plus et s'élèvent aujourd'hui à 2.2% des dépenses totales. Le haut débit et la téléphonie mobile ont fortement gagné en importance, tandis que le fixe perd du terrain. Pourtant c'est pour la téléphonie fixe que les Suisses dépensent le plus (voir graphique). Le comportement de consommation devient de plus en plus individuel, les produits de plus en plus divers et personnalisés.

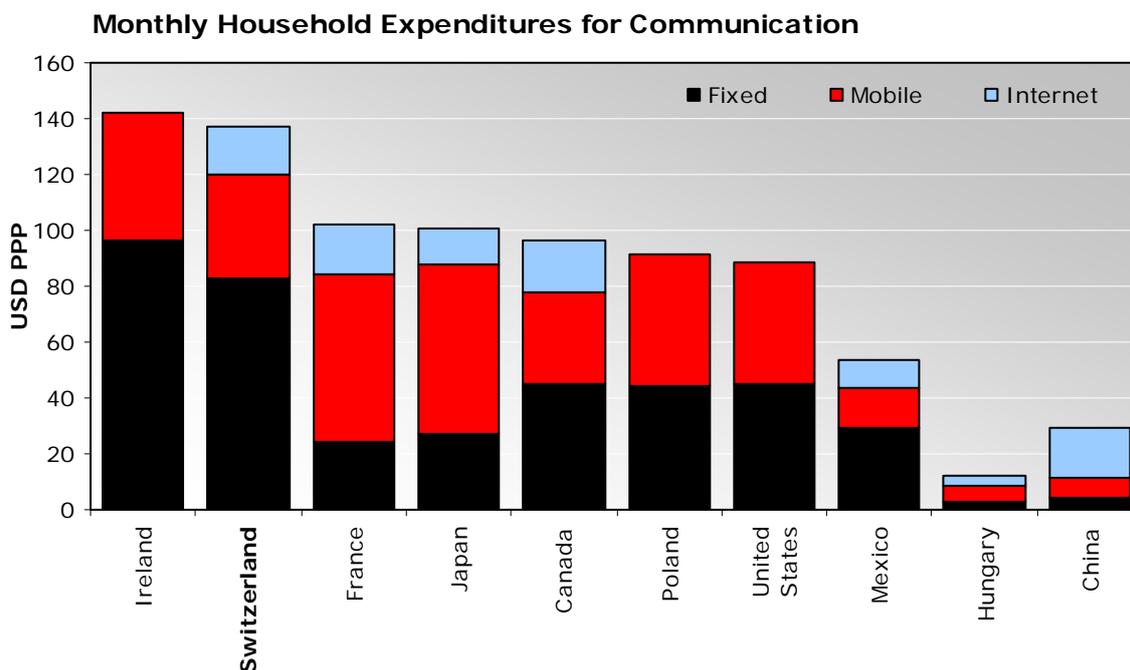
La forte croissance du nombre de raccordements haut débit a permis une telle diffusion des services internet que les adresses inter-

net sont aujourd'hui des biens rares. On estime que sous leur forme actuelle, il n'en existera plus assez d'ici 2011/12. Un nouveau système est en cours de développement, portant le nom de "Internet Protocol Version 6" (IPv6).

La télévision aussi se développe: de nouvelles technologies comme HDTV permettent une meilleure qualité de l'image mais elles nécessitent également de nouveaux modes de connexion et de nouveaux appareils. D'après la comparaison OCDE, ce sont les Suisses qui regardent le moins la télévision et presque uniquement par câble. C'est également la Suisse qui compte le moins d'utilisateurs ne s'acquittant pas de la redevance pour la télévision.

La technologie du haut débit est un moteur de productivité et de croissance. Néanmoins, elle ne peut avoir d'effets positifs sur l'économie que si l'infrastructure est en même temps peu coûteuse et de haute qualité. A cette fin, il faut des réglementations permettant un environnement favorable à la concurrence. Mais si les investissements de réseau sont complètement laissés au marché libre, les régions éloignées en seront préjudiciées. C'est pourquoi la Suisse a décrété en 2007 la technologie du haut débit comme étant un service universel.

[> Table des matières](#)



6. Trop peu de temps : « Economie de la lutte contre le changement climatique »

A l'occasion de la sortie de la publication [« Economie de la lutte contre le changement climatique »](#), l'OCDE a organisé le 18 septembre 2009 une [conférence](#) à Paris, réunissant experts, décideurs politiques et représentants de la société civile.

A cette occasion, les principes de base de l'atténuation du changement climatique ont été rappelés. L'action doit être orientée par un prix mondial du carbone, ce qui sous-entend que les marchés du carbone déjà existants soient étendus et reliés entre eux. Et elle doit être immédiate: une première mesure consisterait à éliminer les subventions à la consommation et à la production de l'énergie qui nuisent à l'environnement (voir graphique).

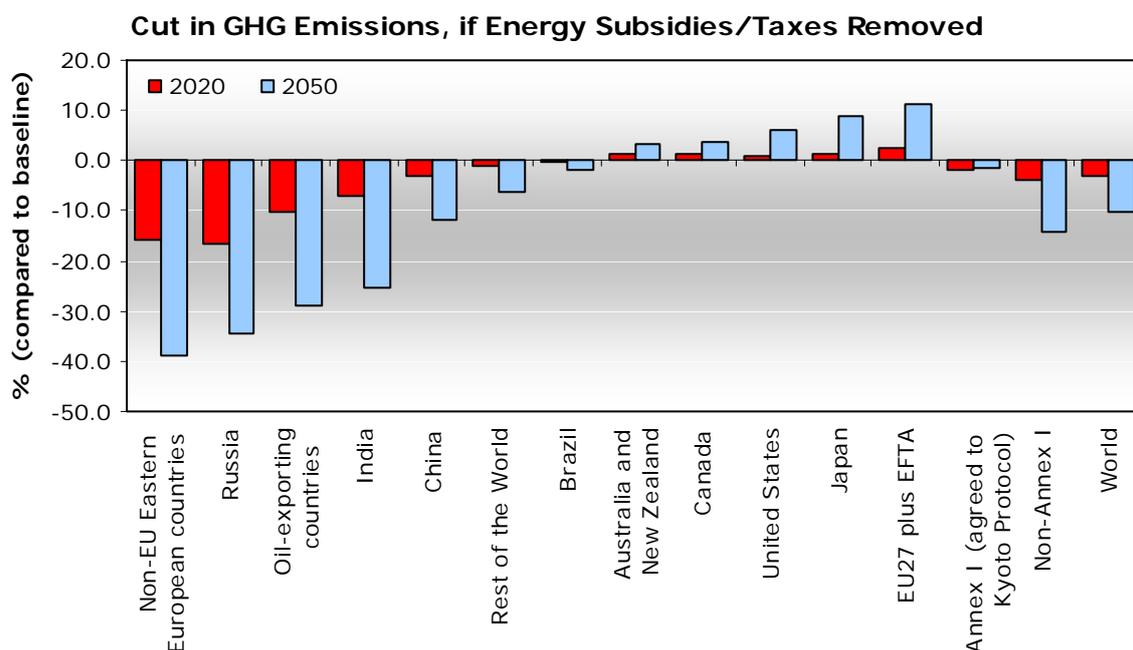
Mais l'action, pour être efficace, doit être soutenue par de larges coalitions de pays développés et en développement. Ces derniers craignent cependant que les mesures de limitation des émissions de gaz à effets de serre (GES) n'entravent leurs perspectives de développement. Il y a ainsi un risque de 'fuites de carbone' par lequel les diminutions de GES en un endroit sont anéanties par des augmentations en un autre. Par ailleurs, les entreprises des pays les plus avancés en ma-

tière de réduction sont très sensibles à tout risque de perte de compétitivité. D'où l'importance de trouver des incitations pour assurer une contribution de tous à l'effort de réduction.

S'adapter au réchauffement climatique implique une action large de réglementation et d'incitations économiques assurant que les décisions prises intègrent le risque climatique. Dans le domaine des assurances, de nouvelles approches sont développées, Swiss Re p.ex. a mené une [recherche](#) visant à permettre aux décideurs d'évaluer le risque climatique de toute localisation.

La conférence s'est conclue sur la question délicate du soutien politique à l'action climatique. Les pays en voie de développement sont particulièrement touchés par la problématique de l'adaptation au changement climatique de par leur localisation géographique et leur dépendance aux ressources naturelles, mais ils ne veulent pas se laisser préjudicier par les pays OCDE dans leur développement économique. La répartition équitable des coûts entre pays développés et pays en développement reste donc une question cruciale sans solution pour l'instant, à quelques semaines des négociations à Copenhague.

[> Table des matières](#)



7. Trop ou trop peu de migrants ?

« L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE »

A l'avènement du nouveau millénaire, la zone OCDE comptait environ 82 millions de migrants (191 millions dans le monde entier). Depuis, ce chiffre a considérablement augmenté. Actuellement, les pays OCDE accueillent 3.3 millions de migrants par an. Il est difficile voir impossible de prédire les proportions et les directions des flux migratoires. Trop de facteurs "pull" et "push" sont à l'œuvre simultanément (démographie, perspectives de carrière/d'emploi, stabilité politique, possibilités de formation, possibilités de voyage).

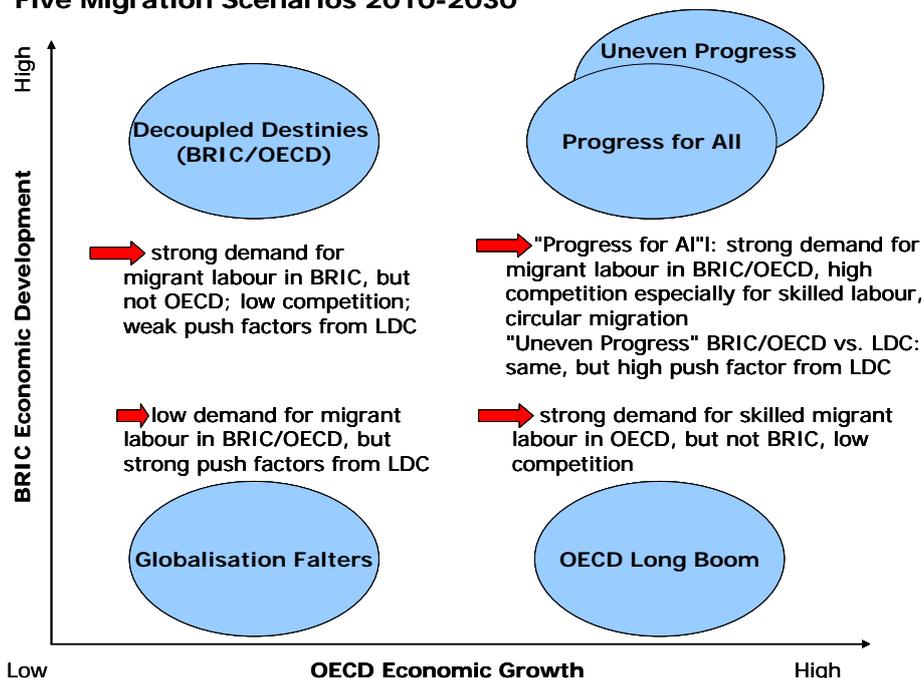
Pourtant, [le Programme OCDE sur l'avenir \(IFP\)](#), un *think tank* interne de l'OCDE, a tenté de décrire cinq scénarios d'ici à 2030 (voir graphique) dans une publication financée notamment par le SECO : « [L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE](#) ». Le IFP identifie deux facteurs principaux influant sur les tendances migratoires : la croissance dans les pays OCDE et BRIC et le développement social dans les autres pays en développement. Le premier scénario (*Progress for All*) décrit un développement économique positif tant dans les pays OCDE que dans les pays en développement, et par conséquent un besoin croissant en migrants qualifiés et peu qualifiés. Le second

scénario (*OECD Long Boom*) prédit un es-soufflement du rattrapage économique des pays BRIC, et donc une moindre concurrence pour attirer les migrants hautement qualifiés. Le troisième scénario (*Uneven Progress*) présente un découplage commun de l'OCDE et des pays BRIC par rapport aux pays les plus pauvres, c'est-à-dire un nouveau monde à deux vitesses, engendrant un manque global de travailleurs qualifiés. Le quatrième scénario (*Globalisation Falters*) prévoit plusieurs crises économiques et politiques, ce qui atténue l'augmentation de la demande économique en migrants comme dans la situation actuelle. Dans le dernier scénario (*Decoupled Destinies*), les pays BRIC dépassent les Etats-providence vieillissants de l'OCDE.

Dans tous les scénarios, la demande en migrants augmente, surtout dans les pays OCDE. Il y a plusieurs raisons à cela : le vieillissement démographique, qui va de pair avec une diminution du nombre de travailleurs, ainsi que la demande croissante de travailleurs dans le domaine de la santé. En moyenne, c'est toutefois le regroupement familial qui constitue 44% des migrants dans la zone OCDE, et seulement 14% de la migration sont explicitement dus à des raisons professionnelles.

[> Table des matières](#)

Five Migration Scenarios 2010-2030



8. Autres publications

- ❖ [« Energy Statistics of Non-OECD Countries »](#)
Paris, 7 septembre 2009
- ❖ [« Tax Cooperation 2009: Assessment by the Global Forum »](#)
Paris, 8 septembre 2009
- ❖ [« Nuclear Energy Data 2009 »](#)
Paris, 15 septembre 2009
- ❖ [« OECD in Figures 2009 »](#)
Paris, 12 octobre 2009
- ❖ [« OECD Economic Surveys: European Union 2009 »](#)
Paris, 12 octobre 2009
- ❖ [« The Final Crisis: Reform and Exit Strategies »](#)
Paris, 12 octobre 2009
- ❖ [« Children of Immigrants in the Labour Markets of EU and OECD Countries: An Overview »](#)
Berlin, 14 octobre 2009
- ❖ [« OECD Economic Surveys: Japan »](#)
Paris, 30 septembre 2009

[>Table des matières](#)

9. Calendrier

- ❖ [OECD World Forum on Statistics, Knowledge and Policy](#)
Busan, Corée, 27-30 octobre 2009
- ❖ [Global Forum on Eco-Innovation](#)
Paris, 4-5 novembre 2009
- ❖ Lancement du [World Energy Outlook 2009](#) (International Energy Agency IEA)
Londres, 10 novembre 2009
- ❖ [Middle East North Africa \(MENA\) Ministerial Conference](#) et [Business Forum and Women Business Leaders Summit](#)
Marrakech, Maroc, 22-23 novembre 2009
- ❖ Lancement du *OECD Latin American Economic Outlook 2010: Migration and Development in Latin America and the Caribbean*
Estoril, Portugal, 30 novembre-1er décembre 2009
- ❖ [UN-Framework Convention on Climate Change](#) (COP15)
Copenhague, Danemark, 7-18 décembre 2009

[>Table des matières](#)